

M. Ray Perrault (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, ma réponse sera brève. Les chiffres officiels n'ont pas encore été publiés, mais d'après les renseignements obtenus, il y a eu environ 40,000 requérants de moins en avril et un nombre sensiblement inférieur de demandes initiales.

Des voix: Bravo!

[Plus tard]

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, une question complémentaire qui s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre du Travail. Pourrait-il dire à la Chambre combien de ces 40,000 personnes qui ne touchent plus de prestations d'assurance-chômage sont retournées au travail et combien ont épuisé les prestations auxquelles elles avaient droit?

M. Perrault: Monsieur l'Orateur, je le répète, les chiffres officiels n'ont pas encore été publiés...

L'hon. M. Hees: Seulement les chiffres politiques.

M. Perrault: ...mais 40,000 prestataires en moins est un chiffre très encourageant car, de ce nombre, bien peu n'avaient plus droit à des prestations, vu la période de l'année. C'est une tendance encourageante, compte tenu du nombre de requêtes reçues initialement. En effet, je sais que l'opposition...

M. l'Orateur: A l'ordre. A mon avis, un débat s'est engagé entre le secrétaire parlementaire et le député qui a posé la question.

* * *

LES PÊCHES

LE SAUMON DE L'ATLANTIQUE—LE CANADA ET L'INTERDICTION DE LA PÊCHE EN HAUTE MER

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Pêches et des Forêts. Le ministre a déclaré qu'il avait exposé son point de vue sur la pêche au saumon en haute mer lors de la réunion annuelle de la Commission internationale des pêches du nord-ouest de l'Atlantique. Pourrait-il dire si tous les pays, sauf le Danemark, ont accepté la position du Canada au sujet de l'interdiction de la pêche au saumon en haute mer?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, nous avons demandé qu'on réduise de 20 p. 100 chaque année les prises danoises. En fin de compte, quatre pays ont voté contre le maintien des quotas des bateaux danois, dont les États-Unis et l'URSS.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre dirait-il à la Chambre si la position adoptée par le Canada devant la Commission internationale des pêches du nord-ouest de l'Atlantique à l'occasion de sa réunion sur les ressources piscicoles a rencontré un certain succès?

[M. Gibson.]

L'hon. M. Davis: Je dirais que oui, monsieur l'Orateur. Nous espérons bien que la prochaine conférence sur le droit de la mer qui aura lieu en 1973 aura pour effet d'interdire totalement la pêche au saumon en haute mer.

* * *

L'INDUSTRIE

L'ÉDITION—LA DEMANDE D'AIDE FÉDÉRALE DE LA MAISON McCLELLAND AND STEWART

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État. Vendredi dernier, j'ai demandé au premier ministre de nous dire si le gouvernement fédéral avait fait l'objet d'une requête, l'invitant à apporter, lui aussi, son aide financière à la maison d'édition McClelland. Le premier ministre nous a alors informé que le secrétaire d'État avait soumis cette question au cabinet il y a quelque temps...

Une voix: Pierre Berton va racheter toute l'affaire.

M. Lewis: ... mais, ensuite, il a ajouté qu'il préférerait que le secrétaire d'État nous fasse connaître lui-même la teneur du message qu'il a adressé au gouvernement de l'Ontario. Peut-être le secrétaire d'État pourrait-il nous faire part, à présent, de ce message.

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, j'ai informé le gouvernement de l'Ontario que la question était étudiée par le cabinet fédéral et n'avait encore fait l'objet d'aucune décision finale. C'est la seule chose que je pourrais communiquer à l'honorable député aujourd'hui encore, parce que la décision, je crois, ne sera prise que cette semaine.

[Traduction]

M. Lewis: Le secrétaire d'État pourrait-il dire à la Chambre quand l'invitation du gouvernement ontarien a été reçue, depuis combien de temps le cabinet rumine ce problème simple bien que très important et quand le gouvernement fédéral va prendre une décision avant que la maison McClelland and Stewart disparaisse ou soit vendue aux Américains?

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur le président, je serai très heureux de donner un calendrier complet au député quand j'aurai eu le temps de l'établir. Il sera difficile, toutefois, de définir qu'est-ce, au juste, de saisir le gouvernement fédéral d'une question, si cela peut se faire strictement par un coup de téléphone ou s'il faut attendre une lettre de caractère plus formel. Mais je voudrais aussi signaler, avant de reprendre mon siège, que tout le problème de l'édition canadienne des livres avait été examiné par le gouvernement fédéral et, en particulier, par mon ministère, quand nous avons réuni les éditeurs de tout le pays, dès le mois de janvier. Mais je crois que le député ne me cherchera pas querelle sur l'affirmation qu'on ne peut pas établir une politique en une matière aussi délicate en quelques jours seulement.